



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/444
2 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Points 134 et 157 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires

I. INTRODUCTION

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) pendant la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 (A/50/363/Add.3) et sur les prévisions de dépenses révisées pour la liquidation de la MINUHA pour la période allant du 1er au 31 juillet 1996 (A/50/363/Add.4). Il a également examiné son rapport du 9 septembre 1996 (A/51/191/Add.1), relatif au budget proposé en vue de la création et du fonctionnement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH) pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997. Au cours de l'examen de ces rapports, le Comité consultatif a entendu les représentants du Secrétaire général qui lui ont communiqué des informations complémentaires.

2. La MINUHA a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 867 (1993) du 23 septembre 1993. Le Conseil de sécurité a ultérieurement prorogé le mandat de la Mission par diverses résolutions, dont la résolution 1048 (1996) du 29 février 1996, par laquelle il l'a prorogé pour une dernière période de quatre mois, jusqu'au 30 juin 1996.

3. Le montant total des crédits ouverts par l'Assemblée générale pour la période allant du 23 septembre 1993 au 30 juin 1996 s'élève à 356 344 000 dollars en chiffres bruts (350 860 600 dollars en chiffres net) (A/50/363/Add.4, annexe III). En outre, au paragraphe 11 de sa résolution 50/90 B du 16 juin 1996, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 15 897 900 dollars (montant net : 15 440 300 dollars), à répartir entre les États Membres, aux fins de la liquidation de la MINUHA à compter du 1er juillet 1996. Le montant total des ressources mises à la disposition de la MINUHA s'élève donc à 372 241 900 dollars en chiffres bruts (366 300 500 dollars en chiffres nets) (A/50/363/Add.4, par. 5).

4. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 6 du document A/50/363/Add.4, au 31 juillet 1996, des montants s'élevant au total à 345 819 059 dollars ont été mis en recouvrement auprès des États Membres pour la période allant du 23 septembre 1993 au 30 juin 1996. Les contributions reçues durant cette période se sont élevées à 247 633 802 dollars. En outre, conformément à la résolution 50/90 A de l'Assemblée générale, il a été déduit du montant des contributions non réglées le montant de 12 723 504 dollars porté au crédit des États Membres, ce qui laisse un déficit de 85 461 753 dollars. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a appris qu'au 31 août 1996, le montant des contributions reçues s'élevait à 254 490 794 dollars, ce qui laisse un déficit de 78 604 761 dollars.

5. Le Comité consultatif note au paragraphe 7 du document A/50/363/Add.4 que les États qui fournissent des contingents ont été remboursés intégralement de leurs dépenses y afférentes jusqu'au 31 août 1995. À cet égard, il a reçu une ventilation par pays des montants qui leur restaient dus au 30 juin 1996, à savoir 44 167 400 dollars.

II. EXÉCUTION DU BUDGET PENDANT LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1995 AU 29 FÉVRIER 1996

6. Au paragraphe 10 de sa résolution 50/90 A, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour inscription au compte spécial de la MINUHA, un crédit d'un montant total brut de 152 011 500 dollars (montant net : 149 680 400 dollars) pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996. Comme on peut le voir à l'annexe I du document A/50/363/Add.3, le montant total brut des dépenses pendant cette période s'est élevé à 134 621 400 dollars (montant net : 132 965 300 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant brut de 17 390 100 dollars (montant net : 16 715 100 dollars). Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 juillet 1996, les engagements non réglés pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 s'élevaient à 65 654 000 dollars et les décaissements à 67 311 300 dollars. Le Comité recommande que le solde inutilisé d'un montant brut de 17 390 100 dollars (montant net : 16 715 100 dollars) correspondant à la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996, soit porté au crédit des États Membres, conformément à la pratique établie, après déduction du montant nécessaire aux fins de la liquidation de la MINUHA qui est indiqué au paragraphe 18 ci-après.

7. Comme il est indiqué aux paragraphes 5 et 8 du document A/50/363/Add.3, les dépenses engagées pendant la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 comprenaient également un montant de 2 585 500 dollars imputé sur le compte spécial de la MINUHA au titre des frais de fonctionnement de la base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi entre le 1er janvier et le 30 juin 1996. Le Comité consultatif note au paragraphe 6 du rapport du Secrétaire général intitulé "Gestion des avoirs des opérations de maintien de la paix : installations de stockage du matériel en surplus et équipements de départ pour les missions" (A/50/907) que le montant brut des dépenses à prévoir pour le fonctionnement de la base de Brindisi du 1er janvier au 30 juin 1996 est estimé à 4 078 500 dollars (montant net : 3 828 600 dollars). Le Comité a demandé comment le montant de 2 585 500 dollars imputé sur le compte spécial de la MINUHA avait été calculé, dans la mesure où il représente environ 63 % du coût total du fonctionnement de la base de Brindisi pendant la période considérée.

/...

Il a été informé que ce montant avait été calculé sur la base du solde inutilisé de la Mission.

8. Les dépenses d'un montant de 4 078 500 dollars prévues pour le fonctionnement de la base de Brindisi et imputées sur les budgets des opérations de maintien de la paix pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996 se répartissaient comme suit : Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM) (135 900 dollars), Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) (100 000 dollars), Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) (2 585 500 dollars), Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) (500 000 dollars), Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) (91 500 dollars), Forces de paix des Nations Unies (FPNU) (441 600 dollars) et Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL) (224 600 dollars). Le Comité rappelle à cet égard que, comme il est indiqué au paragraphe 5 du document A/50/907, le financement de la base de Brindisi au cours de la période allant de novembre 1994 au 31 décembre 1995 a été assuré au fur et à mesure des besoins par prélèvement sur les budgets courants des différentes opérations de maintien de la paix – principalement les FPNU – auxquelles la base fournissait un soutien logistique de l'arrière. Il espère que grâce aux nouveaux arrangements adoptés pour financer les dépenses de fonctionnement de la base de Brindisi en se fondant sur le pourcentage que le budget de chaque mission représente par rapport au budget total de l'ensemble des opérations de maintien de la paix, la répartition de ces dépenses sera plus rationnelle et plus équitable.

9. Le Comité consultatif note aux paragraphes 20 et 43 de l'annexe II du document A/50/363/Add.3 que les économies d'un montant de 2 189 300 dollars réalisées à la rubrique locaux/hébergement sont surévaluées dans la mesure où les dépenses afférentes aux services d'entretien initialement prévues à cette rubrique ont été inscrites à la rubrique services divers, au titre des contrats d'appui logistique. Il note avec préoccupation au paragraphe 43 de ladite annexe que le coût de l'appui logistique s'est en fait élevé à 13 717 225 dollars, d'où un dépassement de 6 710 700 dollars. Les estimations de dépenses initiales reposaient sur l'hypothèse que les services en question seraient fournis dans le cadre de contrats commerciaux à partir du 1er août 1995, pour 1,1 million de dollars par mois, soit un total de 7,6 millions de dollars. Or, du 1er août au 30 septembre 1995, ils ont continué d'être fournis par un entrepreneur dans le cadre de lettres d'attribution avec un État Membre. Le Comité consultatif note avec préoccupation le dépassement résultant de cet arrangement. Il fait observer à cet égard que le Comité des commissaires aux comptes, dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1995¹, a signalé aux paragraphes 107 à 122 de graves déficiences au niveau de la gestion et de l'administration des lettres d'attribution. Le Comité consultatif a l'intention de présenter de nouvelles observations à ce sujet dans le rapport qu'il doit présenter sur les rapports du Comité des commissaires aux comptes.

10. Le Comité consultatif note, au paragraphe 6 de l'annexe II du document A/50/363/Add.3, que le montant prévu au budget pour le matériel appartenant aux contingents (7 586 800 dollars) a été intégralement engagé au titre des demandes de remboursement qui seront présentées par les gouvernements fournissant des

contingents. Il a été informé que la MINUHA serait la première mission à appliquer officiellement le nouvel arrangement relatif au matériel appartenant aux contingents que l'Assemblée générale a approuvé à compter du 1er juillet 1996. Les nouvelles procédures ont été appliquées à titre expérimental au contingent canadien, pour comparer l'ancienne méthode et la nouvelle.

11. En ce qui concerne les indemnisations en cas de décès et d'invalidité, le Comité consultatif a été informé qu'au cours de la période considérée, 15 demandes d'indemnisation avaient été reçues, dont 13 pour des cas d'invalidité et 2 pour des décès.

12. Le Comité consultatif note au paragraphe 27 de l'annexe II du document A/50/363/Add.3 que les économies réalisées au titre des opérations aériennes résultaient principalement de déficiences dans la méthode suivie lors de la planification de la Mission. Il a été informé que 120 heures de vol par mois avaient été prévues pour les hélicoptères UH-1 en vue du transport de blessés à l'intérieur du pays et d'évacuations sanitaires primaires "selon les besoins". Or, le nombre effectif d'heures de vol par mois avait été de 21 en moyenne, les besoins ayant été moins importants que prévu. Pour les hélicoptères moyens CH-47, 120 heures de vol par mois avaient été prévues pour le transport de personnel en vue du déploiement des Forces de réaction rapide. En réalité, ces hélicoptères ont seulement été utilisés pendant 85 heures en moyenne par mois. Le Comité consultatif estime que pour présenter des prévisions budgétaires réalistes, il faudrait évaluer avec plus de précision les besoins au titre des opérations aériennes afin de réduire l'écart très important qui existe entre le nombre prévu d'heures de vol par mois et le nombre d'heures de vol effectif.

13. Le Comité consultatif a demandé et reçu un rapport intérimaire sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er mars au 30 juin 1996. Sur le montant total brut des crédits ouverts, à savoir 45 314 000 dollars (montant net : 44 348 400 dollars), un montant total brut de 38 983 700 dollars (montant net : 38 163 200 dollars) avait été dépensé au 31 juillet 1996, laissant un solde inutilisé d'un montant estimatif de 6 185 200 dollars (voir annexe I du présent rapport). Les engagements non réglés représentaient au total 22 907 200 dollars et les décaissements un montant brut de 16 076 500 dollars (montant net : 15 256 000 dollars).

III. PRÉVISIONS DE DÉPENSES RÉVISÉES POUR LA LIQUIDATION DE LA MINUHA

14. Comme il est indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, l'Assemblée générale, dans sa résolution 50/90 B, a ouvert un crédit d'un montant brut de 15 897 900 dollars (montant net : 15 440 300 dollars) aux fins de la liquidation de la MINUHA à compter du 1er juillet 1996, ce montant devant être réparti entre les États Membres. Le Comité consultatif a été informé que, pour les raisons exposées au paragraphe 2 du document A/50/363/Add.4, ledit montant n'a pas été mis en recouvrement.

15. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 2 du document A/50/363/Add.4, du fait de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 1063 (1996), par laquelle il a créé la MANUH à compter du 1er juillet 1996 et jusqu'au

/...

30 novembre 1996, le montant des ressources nécessaires au titre de la liquidation de la MINUHA a été réduit. Le personnel civil de la MINUHA et une partie de son personnel militaire sont restés dans la zone de la mission pour constituer la MANUH. Les prévisions de dépenses révisées présentées par le Secrétaire général pour la liquidation de la MINUHA durant la période allant du 1er au 31 juillet 1996 représentent un montant brut de 1 469 900 dollars (montant net : 1 455 100 dollars) (voir A/50/363/Add.4, par. 8).

16. En attendant la présentation officielle à l'Assemblée générale, lors de sa cinquante et unième session, du rapport du Secrétaire général sur le financement de la MANUH, le Comité consultatif a approuvé par lettre la proposition du Secrétariat tendant à prélever un montant de 13 447 000 dollars sur le crédit ouvert aux fins de la liquidation de la MINUHA (15 440 300 dollars) pour financer la mise en place et les opérations de la MANUH.

17. Le Comité consultatif note au paragraphe 8 du document A/50/363/Add.4 que, comme le Secrétaire général l'a proposé au paragraphe 35 de son rapport au Conseil de sécurité (S/1996/416), une partie des contingents qui faisaient partie de la MINUHA sont restés en Haïti et que les prévisions de dépenses révisées au titre de la liquidation de la MINUHA couvrent le rapatriement de 538 militaires et du matériel appartenant aux contingents, ainsi que les dépenses afférentes à 8 membres du personnel international et à 28 agents locaux aux fins de la fermeture du camp de base à Cap-Haïtien.

18. Le Comité consultatif a demandé et reçu un tableau des engagements de dépenses au titre de la liquidation de la Mission au cours de la période allant du 1er au 31 juillet 1996, qui représente un montant brut de 1 197 100 dollars (montant net : 1 185 800 dollars) (voir annexe II du présent rapport). À cet égard, il recommande à l'Assemblée générale de ramener le crédit ouvert pour la liquidation de la MINUHA de 15 897 700 dollars en chiffres bruts (15 440 300 dollars en chiffres nets) à 1 197 100 dollars en chiffres bruts (1 185 800 dollars en chiffres nets) et de déduire ce dernier montant du solde inutilisé d'un montant brut de 17 390 100 dollars (montant net : 16 715 100 dollars) correspondant à la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 (voir plus haut, par. 6).

IV. PRÉVISIONS DE DÉPENSES RELATIVES À LA CRÉATION ET AU FONCTIONNEMENT DE LA MANUH

19. Comme il a été rappelé plus haut au paragraphe 15, la MANUH a été créée par le Conseil de sécurité à compter du 1er juillet et jusqu'au 30 novembre 1996. Comme il est indiqué au paragraphe 34 du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/1996/416) et au paragraphe 2 de la résolution 1063 (1996) du Conseil, elle a uniquement pour tâche :

a) D'aider les autorités haïtiennes à professionnaliser la police nationale haïtienne;

b) D'aider les autorités haïtiennes à maintenir un climat de sécurité et de stabilité qui permette d'assurer le succès des efforts déployés actuellement pour créer une force nationale de police efficace et l'entraîner;

/...

c) De coordonner les activités menées par les organismes du système des Nations Unies pour aider à la mise en place des institutions, à la réconciliation nationale et au relèvement économique en Haïti.

20. Au paragraphe 11 du document A/51/191/Add.1, le Secrétaire général propose un budget d'un montant brut de 57 187 400 dollars (montant net : 54 791 000 dollars) pour la création de la Mission et son fonctionnement pendant la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997. Conformément à la résolution 49/233 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1994, les comptes de la MANUH seront tenus sur un exercice de 12 mois allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997. Le Comité consultatif note que le Secrétaire général propose de créer un compte spécial devant servir à comptabiliser les recettes et les dépenses relatives à la Mission.

21. Conformément à l'autorisation donnée par le Conseil de sécurité au paragraphe 3 de sa résolution 1063 (1996), les crédits demandés devraient permettre de financer des effectifs de 600 soldats et de 300 policiers civils. Le Secrétaire général propose de déployer pour appuyer la Mission 298 civils, dont 128 fonctionnaires recrutés sur le plan international (44 administrateurs et 84 agents des services généraux), 156 agents recrutés localement et 14 Volontaires des Nations Unies. Ayant posé la question, le Comité a été informé que le personnel recruté sur le plan international expressément pour la Mission, au titre de la série 300 du Règlement du personnel, et n'ayant donc pas droit à l'indemnité de poste, se composait de 20 administrateurs. Il rappelle qu'il avait recommandé que cette information soit systématiquement fournie dans les futures prévisions budgétaires (A/50/488, par. 22).

22. Le Comité consultatif note au paragraphe 9 du document A/51/191/Add.1 qu'outre les 600 soldats autorisés par le Conseil de sécurité le Secrétaire général a créé, en vertu du paragraphe 6 de la résolution 1063 (1996) du Conseil, un fonds d'affectation spéciale destiné à recevoir des contributions volontaires destinées à financer un effectif supplémentaire de 670 hommes qui exécuteront les tâches prévues par le mandat de la Mission, telles qu'elles sont définies au paragraphe 2 de ladite résolution.

23. Le Comité consultatif a été informé que des contributions volontaires d'un montant total de 12,3 millions de dollars avaient été reçues du Gouvernement canadien (1,7 million de dollars) et du Gouvernement des États-Unis (10,6 millions de dollars), et qu'elles étaient destinées à couvrir toutes les dépenses directement ou indirectement occasionnées par un effectif de 670 hommes pendant la période du 1er juillet au 30 novembre 1996 : remboursement au coût standard du coût des contingents et indemnités, remboursements relatifs au matériel appartenant aux contingents, indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, rations, carburants, fournitures diverses, services de soutien logistique et personnel civil nécessaire pour l'appui administratif. Le Comité a appris que le mémorandum d'accord entre l'ONU et les donateurs n'avait pas encore été conclu. Le montant estimatif des dépenses qu'il est prévu d'imputer sur le fonds d'affectation spéciale, tel qu'il a été indiqué au Comité, figure à l'annexe III du présent rapport. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé qu'au personnel civil dont il a été question plus haut au paragraphe 21 s'ajouteraient 57 agents (21 recrutés sur le plan international, 28 recrutés localement et 8 Volontaires des Nations Unies) qui appuieraient les 670 hommes

/...

financés au moyen de contributions volontaires et qui seraient eux-mêmes financés de la même manière. Le Comité fait observer qu'actuellement aucun arrangement financier n'est prévu pour continuer de financer l'effectif de 670 hommes et le personnel civil d'appui correspondant dans le cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 30 novembre 1996. Il a été informé que le rapatriement des 670 hommes et du matériel appartenant aux contingents serait assuré sous forme de contribution volontaire en nature.

24. Le Comité consultatif note que les crédits demandés pour la MANUH ne visent que les activités relatives aux deux premiers objectifs de la Mission (voir paragraphe 19 ci-dessus). Les activités menées par les organismes des Nations Unies pour promouvoir le renforcement des institutions, la réconciliation nationale et le relèvement économique continueront d'être coordonnées, du temps de la MANUH comme du temps de la MINUHA, par le Représentant spécial adjoint, qui remplit en même temps les fonctions de représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Comité a été informé que le financement de ce poste était prélevé sur les ressources de la MANUH mais remboursé par le PNUD.

25. Le Comité consultatif note au paragraphe 4 du document A/51/191/Add.1 que le plan des opérations et les ressources requises pour son exécution sont ceux indiqués aux paragraphes 35 à 38 du rapport du Secrétaire général daté du 5 juin 1996 (S/1996/416). En ayant fait la demande, il a obtenu les éléments suivants : a) le détail de l'effectif de 600 hommes devant être financé au moyen de contributions obligatoires et de celui de 670 hommes devant être fourni au titre de contributions volontaires; b) le calendrier actualisé du déploiement des effectifs militaires; c) une mise à jour de l'information concernant le déploiement des policiers civils; et d) le nombre effectif de civils de la MINUHA réaffectés à la MANUH. Le Comité estime qu'il aurait dû être clairement indiqué, dans le document présentant le budget, comment les moyens prévus au budget et le plan des opérations se rattachaient aux objectifs assignés à la Mission.

26. En ce qui concerne l'effectif total de la composante civile de la MANUH, soit 355 personnes (149 recrutées sur le plan international, 184 recrutées localement et 22 Volontaires des Nations Unies) devant assurer les services d'appui pour 1 270 militaires au total, le Comité consultatif constate qu'il serait plus nombreux, proportionnellement, que celui qui avait été approuvé pour la MINUHA. Par exemple, pendant la période du 1er août 1995 au 29 février 1996, la MINUHA a disposé en moyenne de 5 548 soldats et 556 policiers civils, dont l'appui était assuré par 519 civils, le taux de vacance de postes parmi ces derniers étant égal à 16 % (voir A/50/363/Add.3, annexe IV); pendant le mandat suivant, du 1er mars au 30 juin 1996, l'effectif autorisé de la MINUHA avait été ramené à 1 200 soldats et 300 policiers civils, auxquels s'ajoutaient 700 militaires financés à titre volontaire par le Gouvernement canadien, et les services d'appui étaient assurés par 364 civils (dont 162 recrutés sur le plan international, 184 recrutés localement et 18 Volontaires des Nations Unies).

27. Le Comité consultatif note par ailleurs qu'au paragraphe 36 du document S/1996/416 le Secrétaire général a recommandé que l'effectif proposé de la composante militaire de la MANUH soit progressivement ramené de 1 200 à

/...

1 000 hommes dans les trois mois qui suivraient le début du mandat de la Mission, et que, d'autre part, le Conseil de sécurité a, au paragraphe 8 de sa résolution 1063 (1996), prié le Secrétaire général de lui présenter, le 30 septembre 1996 au plus tard, un rapport sur les perspectives de nouvelles réductions des effectifs de la Mission.

28. Aux yeux du Comité consultatif, la structure organisationnelle des effectifs de la MANUH, telle qu'elle est représentée à l'annexe III du document A/51/191/Add.1, est la même que celle mise en place pour la MINUHA (voir A/50/363/Add.2, annexe IV). Le Comité recommande au Secrétaire général de simplifier la structure de la MANUH et de rationaliser et d'alléger sa composante civile, dans l'idée de réduire ses effectifs et d'exécuter les tâches confiées à la Mission au plus faible coût possible pour les États Membres. Le Secrétaire général devrait indiquer dans son prochain rapport les résultats obtenus à cet égard.

29. Pour ce qui est des dépenses de personnel militaire, comme il est indiqué aux annexes I et II du document A/51/191/Add.1, un montant de 1 854 000 dollars est prévu pour les rations, sur la base d'un prix de revient de 9 dollars par personne et par jour. Le Comité consultatif fait observer que le coût effectif des rations, par personne et par jour, s'est établi à 6,37 dollars en moyenne sur la période du 1er août 1995 au 29 février 1996 (A/50/363/Add.3, annexe 2, par. 4). Il a été informé que des "économies d'échelle" étaient réalisées précédemment, grâce au fait que les effectifs des contingents de la MINUHA étaient plus nombreux que ceux de la MANUH. Le nouveau marché passé pour l'approvisionnement en rations prévoyait un prix unitaire plus élevé, également en raison de la réduction des effectifs. D'autre part, les frais fixes d'entreposage et de réfrigération ont diminué par rapport à la période précédente, mais leur montant par membre des contingents a augmenté, ces frais étant à répartir entre des individus moins nombreux.

30. Le Comité consultatif a été informé qu'en attendant que soit définitivement arrêté le projet de règlement concernant les remboursements auxquels les pays qui fournissent des contingents ont droit au titre de l'utilisation de matériel appartenant auxdits contingents, le montant du crédit demandé avait été fixé à 430 000 dollars, sur la base d'un taux de remboursement moyen de 10 % par an appliqué à une valeur totale de 4,3 millions de dollars. Le Comité compte sur le Secrétaire général pour appliquer dès que possible les nouvelles dispositions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 50/222 du 11 avril 1996 concernant le calcul du remboursement aux États Membres des dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents. À son avis, les nouveaux arrangements seront plus rationnels et moins coûteux pour l'Organisation.

31. Comme on le voit aux annexes I et II du document A/51/191/Add.1, le montant prévu pour les opérations aériennes, qui s'élève à 2 671 200 dollars, comprend des dépenses estimées à 2 503 200 dollars relatives à cinq hélicoptères CH-135 fournis par un gouvernement pour les patrouilles, le transport de personnel et les évacuations sanitaires. Le coût de ces appareils a été estimé à 208 600 dollars par mois, y compris les frais de carburant et d'assurance, sur la base d'une utilisation évaluée à 120 heures de vol par mois. Compte tenu des observations énoncées plus haut au paragraphe 12, le Comité compte bien que ces

estimations seront maintenues à l'examen et que le nombre d'heures de vol sera strictement surveillé afin de réaliser des économies.

32. À l'annexe I et au paragraphe 7 de l'annexe II D du document A/51/191/Add.1, le Comité consultatif constate que le montant prévu pour les services et fournitures divers, soit 5 301 600 dollars, comprend 3 412 800 dollars destinés aux services contractuels. Comme il est expliqué au paragraphe 7 de l'annexe II D et dans le tableau correspondant intitulé "Services de soutien logistique pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997", le Secrétaire général compte faire appel à la fois à du personnel contractuel et à des entreprises pour assurer les services de soutien logistique requis par la Mission. Le Comité compte sur le Secrétaire général pour suivre de près les économies réalisées ou non grâce au nouvel arrangement.

33. Le Comité consultatif note, vu l'annexe III au présent rapport, que, compte tenu des effectifs des contingents, le fonds d'affectation spéciale créé par le Secrétaire général pour financer le contingent de 670 hommes qui doit être financé par des contributions volontaires sera débité de 1 764 700 dollars au titre des services contractuels. Le Comité estime qu'il faudrait revoir le mode de calcul de ces imputations, qui paraissent relativement élevées.

34. Comme il est indiqué au paragraphe 8 du document A/51/191/Add.1, les contributions reçues à l'intention du fonds d'affectation spéciale créé pour financer les activités relatives à la police nationale d'Haïti s'élèvent à 3,3 millions de dollars. Le Comité consultatif a été informé qu'au 30 juin 1996 les dépenses s'élevaient au total à 1 933 400 dollars (consultants, achat de véhicules, pièces de rechange, réparations et entretien, matériel, fournitures et services divers), ce qui laissait un solde de 757 800 dollars disponible pour couvrir les dépenses de la période du 1er juillet au 31 décembre 1996. Aucune nouvelle contribution n'a été reçue depuis mai 1995.

35. Pour ce qui est des décisions que doit prendre l'Assemblée générale selon les propositions énoncées par le Secrétaire général au paragraphe 13 du document A/51/191/Add.1, le Comité consultatif recommande ce qui suit :

a) Constituer un compte spécial de la MANUH aux fins de la comptabilisation des recettes et des dépenses de la Mission;

b) Compte tenu des vues formulées par le Comité au paragraphe 18 ci-dessus, ouvrir un crédit d'un montant brut de 57 187 400 dollars (montant net : 54 791 000 dollars) pour la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997, y compris le montant brut de 14 700 800 dollars (montant net : 14 254 500 dollars) restant du crédit ouvert aux termes de la résolution 50/90 B de l'Assemblée générale pour la liquidation de la MINUHA;

c) Mettre en recouvrement un montant brut de 23 957 000 dollars (montant net : 22 958 500 dollars) pour la période du 1er juillet au 30 novembre 1996;

/...

d) Mettre en recouvrement un montant brut de 4 747 200 dollars (montant net : 4 747 500 dollars) par mois pour la période postérieure au 30 novembre 1996, sous réserve de la prorogation du mandat de la Mission par le Conseil de sécurité.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5 (A/51/5), vol. II.

Annexe I

MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (MINUHA)

Rapport provisoire sur l'exécution du budget pendant la période allant du 1er mars au 30 juin 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions initiales (1)	Montant réparti (2)	Dépenses totales (montant estimatif) (3)	Économies/ (dépassements) (2) - (3)
1. <u>Personnel militaire</u>				
a) <u>Observateurs militaires</u>	—	—	—	—
b) <u>Contingents</u>				
Remboursement aux gouvernements aux taux standard	7 745,8	7 745,8	7 745,8	—
Détente et loisirs	122,7	122,7	95,6	27,1
Rations	1 986,9	1 986,9	1 544,4	442,5
Indemnité journalière	295,8	295,8	247,2	48,6
Indemnité de subsistance (missions)	639,5	639,5	523,7	115,8
Déploiement, relève et rapatriement	3 794,3	3 794,3	3 257,9	536,4
Indemnité d'habillement et d'équipement	528,6	528,6	528,6	—
Total partiel	15 113,6	15 113,6	13 943,2	1 170,4
c) <u>Autres dépenses afférentes aux contingents</u>				
Matériel appartenant aux contingents	1 443,8	1 443,8	1 443,8	—
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	291,8	291,8	291,8	—
Total partiel	1 735,6	1 735,6	1 735,6	—
Total, rubrique 1	16 849,2	16 849,2	15 678,8	1 170,4
2. <u>Personnel civil</u>				
a) <u>Police civile</u>				
Indemnité de subsistance (missions)	3 522,4	3 522,4	3 208,6	313,8
Frais de voyage	2 220,0	2 220,0	896,3	1 323,7
Indemnité d'habillement et d'équipement	30,0	30,0	27,4	2,6
Total partiel	5 772,4	5 772,4	4 132,3	1 640,1
b) <u>Personnel international et personnel local</u>				
Traitements du personnel international	2 703,2	2 703,2	2 329,0	374,2
Traitements du personnel local	650,4	650,4	598,1	52,3
Consultants	—	—	—	—
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	—	—	—	—
Dépenses communes de personnel	1 426,4	1 426,4	1 416,7	9,7
Indemnité de subsistance (missions)	1 719,4	1 719,4	1 584,3	135,1
Voyages à destination et en provenance de la zone de la Mission	—	—	—	—
Voyages autorisés des fonctionnaires	20,8	20,8	31,6	(10,8)
Total partiel	6 520,2	6 520,2	5 959,7	560,5

/ . . .

	Prévisions initiales (1)	Montant réparti (2)	Dépenses totales (montant estimatif) (3)	Économies/ (dépassements) (2) - (3)
c) <u>Personnel contractuel international</u>	—	—	—	—
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	311,6	311,6	310,2	1,4
e) <u>Personnel fourni par des gouvernements</u>	—	—	—	—
f) <u>Observateurs électoraux civils</u>	—	—	—	—
Total, rubrique 2	12 604,2	12 604,2	10 402,2	2 202,0
3. <u>Locaux/hébergement</u>				
Location de locaux	508,3	508,3	401,4	106,9
Aménagement et rénovation des locaux	214,2	49,2	54,0	(4,8)
Fournitures d'entretien	40,0	40,0	82,1	(42,1)
Services d'entretien	72,0	72,0	109,4	(37,4)
Éclairage, chauffage, énergie et eau	380,3	380,3	518,9	(138,6)
Construction de locaux/bâtiments préfabriqués	150,0	150,0	—	150,0
Total, rubrique 3	1 364,8	1 199,8	1 165,8	34,0
4. <u>Remise en état des infrastructures</u>				
Réfection des pistes d'atterrissage	50,0	—	—	—
Réfection des routes	150,0	—	—	—
Total, rubrique 4	200,0	—	—	—
5. <u>Transports</u>				
Location de véhicules	180,0	180,0	231,6	(51,6)
Matériel d'atelier	—	—	1,8	(1,8)
Pièces de rechange, réparations et entretien	1 062,6	1 062,6	833,1	229,5
Carburant et lubrifiants	544,7	544,7	518,0	26,7
Assurance	67,1	67,1	51,3	15,8
Total, rubrique 5	1 854,4	1 854,4	1 635,8	218,6
6. <u>Opérations aériennes</u>				
a) <u>Hélicoptères</u>				
Location/affrètement	1 080,0	1 080,0	685,4	394,6
Carburant et lubrifiants	183,0	183,0	166,0	17,0
Déploiement/retrait	75,0	75,0	—	75,0
Peinture/préparation	60,0	60,0	—	60,0
b) <u>Avions</u>				
Location/affrètement	56,0	56,0	10,0	46,0
c) <u>Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne</u>	24,0	24,0	53,5	(29,5)
Total, rubrique 6	1 478,0	1 478,0	914,9	563,1
7. <u>Opérations navales</u>				
Entretien et réparations	104,6	104,6	0,2	104,4
Carburant	132,8	132,8	63,7	69,1
Total, rubrique 7	237,4	237,4	63,9	173,5

	Prévisions initiales (1)	Montant réparti (2)	Dépenses totales (montant estimatif) (3)	Économies/ (dépassements) (2) - (3)
8. <u>Transmissions</u>				
a) <u>Éléments complémentaires</u>				
Matériel de transmissions	—	—	13,0	(13,0)
Fournitures et pièces de rechange	81,9	81,9	41,5	40,4
Communications par réseaux commerciaux	150,0	150,0	167,8	(17,8)
Total partiel	231,9	231,9	222,3	9,6
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	—	—	—	—
Total, rubrique 8	231,9	231,9	222,3	9,6
9. <u>Matériel divers</u>				
Location de matériel de bureau	—	—	0,7	(0,7)
Matériel de réfrigération	—	—	62,2	(62,2)
Pièces de rechange, réparations et entretien	210,6	210,6	86,8	123,8
Total, rubrique 9	210,6	210,6	149,7	60,9
10. <u>Fournitures et services</u>				
a) <u>Services divers</u>				
Vérification des comptes	49,8	49,8	49,8	—
Services contractuels	4 203,3	4 203,3	5 345,0	(1 141,7)
Service de sécurité	48,0	48,0	52,8	(4,8)
Services et traitements médicaux	480,0	480,0	219,5	260,5
Demandes d'indemnisation et règlements	12,0	12,0	2,8	9,2
Dépenses de représentation	4,0	4,0	0,9	3,1
Autres services	8,0	8,0	33,9	(25,9)
Total partiel	4 805,1	4 805,1	5 704,7	(899,6)
b) <u>Fournitures diverses</u>				
Papeterie et fournitures de bureau	36,0	36,0	47,3	(11,3)
Fournitures médicales	186,0	186,0	54,0	132,0
Fournitures sanitaires et de nettoyage	113,0	113,0	38,2	74,8
Abonnements	1,6	1,6	3,7	(2,1)
Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants	10,0	10,0	4,4	5,6
Cartes d'état-major	5,0	5,0	—	5,0
Intendance et magasins	42,0	42,0	29,6	12,4
Total partiel	393,6	393,6	177,2	216,4
Total, rubrique 10	5 198,7	5 198,7	5 881,9	(683,2)
11. <u>Fournitures et services liés aux élections</u>	—	—	—	—
12. <u>Programmes d'information</u>				
Fournitures et accessoires	6,0	40,0	12,5	27,5
Dépenses de production	34,0	—	20,5	(20,5)
Dépenses de production du Département de l'information	120,0	—	—	—
Total, rubrique 12	160,0	40,0	33,0	7,0

	Prévisions initiales (1)	Montant réparti (2)	Dépenses totales (montant estimatif) (3)	Économies/ (dépassements) (2) - (3)
13. <u>Programmes de formation</u>	—	—	—	—
14. <u>Programmes de déminage</u>	—	—	—	—
15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>	—	—	—	—
16. <u>Fret aérien et de surface</u>				
Transport de matériel appartenant aux contingents	3 850,0	3 850,0	895,1	2 954,9
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	40,0	40,0	565,6	(525,6)
Total, rubrique 16	3 890,0	3 890,0	1 460,7	2 429,3
17. <u>Système intégré de gestion</u>	—	—	—	—
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	554,2	554,2	554,2	—
19. <u>Contributions du personnel</u>	965,6	965,6	820,5	145,1
Total brut, rubriques 1 à 19	45 799,0	45 314,0	38 983,7	6 330,3
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(965,6)	(965,6)	(820,5)	(145,1)
Total net, rubriques 1 à 20	44 833,4	44 348,4	38 163,2	6 185,2

Annexe II
MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (MINUHA)
Engagements de dépenses pour la période allant du 1er au 31 juillet 1996
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions de dépenses (1)	Montant total des engagements de dépenses (2)	Solde inutilisé (3) = (1) - (2)
1. <u>Personnel militaire</u>			
Remboursement aux gouvernements aux taux standard	298,7	275,7	23,0
Détente et loisirs	2,1	6,4	(4,3)
Rations	75,4	71,5	3,9
Indemnité journalière	11,4	10,2	1,2
Indemnité de subsistance (missions)	22,5	18,6	3,9
Déploiement, relève et rapatriement	11,3	11,6	(0,3)
Indemnité d'habillement et d'équipement	20,1	19,0	1,1
Total, rubrique 1	441,5	413,0	28,5
2. <u>Personnel civil</u>			
Traitements du personnel international	33,0	31,4	1,6
Traitements du personnel local	20,4	20,0	0,4
Dépenses communes de personnel	18,5	16,6	1,9
Indemnité de subsistance (missions)	21,6	25,2	(3,6)
Total, rubrique 2	93,5	93,2	0,3
3. <u>Locaux/hébergement</u>			
Location de locaux	30,5	20,7	9,8
Fournitures d'entretien	3,0	1,5	1,5
Services d'entretien	3,0	0,5	2,5
Éclairage, chauffage, énergie et eau	9,6	7,1	2,5
Total, rubrique 3	46,1	29,8	16,3
5. <u>Transports</u>			
Location de véhicules	30,0	30,0	—
16. <u>Fret aérien et de surface</u>			
Transport du matériel appartenant aux contingents	456,6	242,4	214,2
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	10,0	—	10,0
Total, rubrique 16	466,6	242,4	224,2
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	377,4	377,4	—
19. <u>Contributions du personnel</u>	14,8	11,3	3,5
Total brut, rubriques 1 à 19	1 469,9	1 197,1	272,8
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(14,8)	(11,3)	(3,5)
Total net, rubriques 1 à 20	1 455,1	1 185,8	269,3

/ . . .

Annexe III

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (MANUH)

Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er juillet au 30 novembre 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions de dépenses pour 1 270 hommes (1)	Prévisions de dépenses pour 600 hommes (2)	Prévisions de dépenses pour 670 hommes (3)	Observations
1. <u>Personnel militaire</u>				
a) <u>Observateurs militaires</u>	—	—	—	
b) <u>Contingents</u>				
Remboursement aux gouvernements aux taux standard	6 611,2	3 051,3	3 559,9	Coût directs ^a
Détente et loisirs	105,6	48,8	56,8	Coûts directs
Rations	2 418,0	1 022,8	1 395,2	Au prorata du nombre d'hommes ^b
Indemnité journalière	254,6	117,5	137,1	Coûts directs
Indemnité de repas et de logement	523,3	523,3	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Déploiement, relève et rapatriement	579,5	150,0	—	^c
Indemnité d'habillement et d'équipement	455,1	210,0	245,1	Coûts directs
Total partiel	10 947,3	5 123,7	5 394,1	
c) <u>Autres dépenses afférentes au personnel militaire</u>				
Matériel appartenant aux contingents	499,3	201,0	298,3	Coûts directs
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	317,5	150,0	167,5	Coûts directs
Total partiel	816,8	351,0	465,8	
Total, rubrique 1	11 764,1	5 474,7	5 859,9	
2. <u>Personnel civil</u>				
a) <u>Police civile</u>	—	—	—	
b) <u>Personnel international et personnel local</u>				
Traitements du personnel international	2 126,5	1 751,7	374,8	Coûts additifs ^d
Traitements du personnel local	708,0	575,3	132,7	Coûts additifs
Consultants	—	—	—	
Heures supplémentaires	—	—	—	
Dépenses communes de personnel	1 252,4	1 001,2	251,2	Coûts additifs
Indemnité de subsistance (missions)	1 411,0	1 131,4	279,6	Coûts additifs
Voyages à destination et en provenance de la zone de la Mission	—	—	—	
Autres voyages autorisés	19,5	17,3	2,2	Coûts additifs
Voyages locaux	—	—	—	
Total partiel	5 517,4	4 476,9	1 040,5	
c) <u>Services contractuels internationaux</u>	—	—	—	
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	475,8	302,8	173,0	Coûts additifs

	Prévisions de dépenses pour 1 270 hommes (1)	Prévisions de dépenses pour 600 hommes (2)	Prévisions de dépenses pour 670 hommes (3)	Observations
5. Transports				
Achat de véhicules	—	—	—	
Location de véhicules	315,0	148,5	166,5	Au prorata du nombre d'hommes
Matériel d'atelier	—	—	—	
Pièces de rechange, réparations et entretien	1 103,1	525,6	577,5	Au prorata du nombre d'hommes
Carburants et lubrifiants	548,3	246,8	301,5	Au prorata du nombre d'hommes
Assurance	66,3	29,8	36,5	Au prorata du nombre d'hommes
Total, rubrique 5	2 032,7	950,7	1 082,0	
6. Opérations aériennes				
a) <u>Hélicoptères</u>				
Location/affrètement	1 145,4	1 145,4	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Carburants et lubrifiants	116,6	116,6	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Déploiement/retrait	—	—	—	
Vols de ravitaillement	—	—	—	
Peinture/préparation	—	—	—	
Assurance responsabilité	48,0	48,0	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Total partiel	1 310,0	1 310,0	—	
b) <u>Avions</u>				
Location/affrètement	149,0	70,0	79,0	Au prorata du nombre d'hommes
Carburant et lubrifiants	—	—	—	
Déploiement/retrait	—	—	—	
Peinture/préparation	—	—	—	
Assurance responsabilité et risques de guerre	—	—	—	
Total partiel	149,0	70,0	70,0	
c) <u>Indemnité de subsistance des équipages</u>	—	—	—	
d) <u>Autres dépenses</u>				
Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne	36,0	36,0	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Droits d'atterrissage et manutention au sol	—	—	—	
Réservoir de carburant	—	—	—	
Total partiel	36,0	36,0	—	
Total, rubrique 6	1 495,0	1 416,0	79,0	

	Prévisions de dépenses pour 1 270 hommes (1)	Prévisions de dépenses pour 600 hommes (2)	Prévisions de dépenses pour 670 hommes (3)	Observations
7. <u>Opérations navales</u>	—	—	—	
8. <u>Transmissions</u>				
a) <u>Éléments complémentaires</u>				
Matériel de transmissions	—	—	—	
Pièces de rechange et fournitures	274,3	129,8	144,5	Au prorata du nombre d'hommes
Matériel d'entretien et d'essai	—	—	—	Au prorata du nombre d'hommes
Communications par réseaux commerciaux	95,3	45,0	50,3	
Total partiel	369,6	174,8	194,8	
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	—	—	—	
Total, rubrique 8	369,6	174,8	194,8	
9. <u>Matériel divers</u>				
Mobilier de bureau	—	—	—	
Matériel de bureau	—	—	—	
Matériel informatique	—	—	—	
Groupes électrogènes	45,0	20,0	25,0	Au prorata du nombre d'hommes
Matériel d'observation	—	—	—	
Citernes à essence et débitmètres	—	—	—	
Matériel médical et dentaire	—	—	—	
Matériel d'hébergement	—	—	—	
Matériel divers	—	—	—	
Tentes	—	—	—	
Matériel d'épuration de l'eau	—	—	—	
Pièces de rechange, réparations et entretien	422,9	200,0	222,9	Au prorata du nombre d'hommes
Total, rubrique 9	467,9	220,0	247,9	
10. <u>Fournitures et services</u>				
a) <u>Services divers</u>				
Vérification des comptes				
Services contractuels	3 345,2	1 580,5	1 764,7	Au prorata du nombre d'hommes
Services informatiques	—	—	—	
Services de sécurité	85,1	40,0	45,1	Au prorata du nombre d'hommes
Services et traitements médicaux	353,1	166,7	186,4	Au prorata du nombre d'hommes

	Prévisions de dépenses pour 1 270 hommes (1)	Prévisions de dépenses pour 600 hommes (2)	Prévisions de dépenses pour 670 hommes (3)	Observations
Demandes d'indemnisation et règlements	87,6	41,3	46,3	Au prorata du nombre d'hommes
Dépenses de représentation	3,8	3,8	—	Crédit imputé sur le budget de la MANUH
Autres services	71,1	33,3	37,8	Au prorata du nombre d'hommes
Total partiel	3 945,9	1 865,6	2 080,3	
b) <u>Fournitures diverses</u>				
Papeterie et fournitures de bureau	63,5	30,0	33,5	Au prorata du nombre d'hommes
Fournitures médicales	152,4	72,1	80,3	Au prorata du nombre d'hommes
Fournitures sanitaires et de nettoyage	116,8	55,3	61,5	Au prorata du nombre d'hommes
Abonnements	2,6	1,3	1,3	Au prorata du nombre d'hommes
Fournitures électriques	—	—	—	
Bâches antiprojectiles pour véhicules	—	—	—	
Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants	27,9	13,3	14,6	Au prorata du nombre d'hommes
Fournitures pour la défense des périmètres	—	—	—	
Cartes d'état-major	7,6	3,3	4,3	Au prorata du nombre d'hommes
Intendance et magasins	57,2	26,7	30,5	Au prorata du nombre d'hommes
Fournitures diverses				
Total partiel	428,0	202,0	226,0	
Total, rubrique 10	4 373,9	2 067,6	2 306,3	
11. <u>Fournitures et services liés aux élections</u>	—	—	—	
12. <u>Programmes d'information</u>				
Matériel	—	—	—	
Fournitures et accessoires	8,9	8,9	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Services contractuels	54,6	54,6	—	Coût imputé sur le budget de la MANUH
Dépenses de production du Département de l'information	—	—	—	
Total, rubrique 12	63,5	63,5	—	
13. <u>Programmes de formation</u>	—	—	—	
14. <u>Programmes de déminage</u>	—	—	—	
15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>	—	—	—	

	Prévisions de dépenses pour 1 270 hommes (1)	Prévisions de dépenses pour 600 hommes (2)	Prévisions de dépenses pour 670 hommes (3)	Observations
16. <u>Fret aérien et de surface</u>				
Transport du matériel appartenant aux contingents	1 100,0	400,0	—	c
Transport aérien militaire	—	—	—	
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	85,1	40,0	45,1	Au prorata du nombre d'hommes
Total, rubrique 16	1 185,1	440,0	45,1	
17. <u>Système intégré de gestion</u>	—	—	—	
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	—	—	—	
19. <u>Contributions du personnel</u>	817,0	672,2	144,8	Coût additifs
Total, rubriques 1 à 19	29 574,2	17 047,5	11 397,2	
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(817,0)	(672,2)	(144,8)	Coût additifs
Total, rubriques 1 à 20	28 757,2	16 375,3	11 252,4	
22. <u>Contributions volontaires en nature (non prévues au budget)</u>			1 012,7	
Total des ressources	28 757,2	16 375,3	12 265,1	

^a Coûts directs : coûts directement remboursables aux gouvernements qui fournissent des contingents.

^b Au prorata du nombre d'hommes : coûts répartis sur la base du rapport 600/670 hommes en appliquant un pourcentage de 47 et 53, respectivement.

^c Le coût du rapatriement des contingents et du matériel leur appartenant sera financé sous forme de contributions volontaires en nature.

^d Coûts additifs : coûts entraînés par l'accroissement de l'effectif du personnel civil devant appuyer les contingents volontaires en sus du personnel de base dont les dépenses sont imputées au budget de la MANUH. Étant donné les économies d'échelle réalisées, les 670 soldats supplémentaires n'ont pas besoin d'un complément d'effectif proportionnel.

Annexe IV

MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

A. Répartition des dépenses afférentes à 600 soldats au titre des contributions mises en recouvrement et à 670 soldats au titre des contributions volontaires

Nationalité	Contributions mises en recouvrement			Contributions volontaires		
	QG	Infanterie	Soutien	Total	Infanterie	Soutien
Bangladesh	8	—	—	8	—	—
Canada	38	289	224	551	—	170
Pakistan	13	27	—	40	500	—
Trinité-et-Tobago	1	—	—	1	—	—
Total	60	316	224	600	500	170

B. Actualisation du déploiement d'effectifs militaires en Haïti (par. 35 du document S/1996/416)

Nationalité	Soldats de la MANUH déployés au 30 juin 1996						Soldats transférés à la MANUH au 1er juillet 1996					
	Contributions mises en recouvrement			Contributions volontaires			Contributions mises en recouvrement			Contributions volontaires		
	QG	Infanterie	Soutien	Total	Infanterie	Soutien	QG	Infanterie	Soutien	Infanterie	Soutien	Total
Bangladesh	18	522	—	540	—	—	9	522	—	—	—	—
Canada	40	—	71	111	289	350	39	—	224	—	170	170
France	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Pakistan	18	523	—	541	—	—	13	22	—	500	—	500
Trinité-et-Tobago	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Total	78	1 045	71	1 194	289	350	62	311	224	500	170	670

^a Vingt-cinq soldats canadiens rapatriés au titre des contributions volontaires.

C. Actualisation du déploiement de la police civile

Nationalité	MANUH au 30 juin 1996	Membres de la police civile transférés à la MANUH au 1er juillet 1996
Algérie	13	13
Canada	71	71
Djibouti	18	18
Fédération de Russie	5	5
France	79	79
Mali	39	39
Togo	7	7
Total	232	232

D. Personnel civil transféré à la MANUH

	Effectifs de la MANUH déployés au 30 juin 1996	Effectifs transférés à la MANUH
Personnel international	140	128
Personnel local	182	156
Volontaires des Nations Unies	16	14
Total	338	298
